

SOMMAIRE

3			MÉTHODOLOGIE
4		- A -	LE FÉDÉRALISME N'EST PLUS TABOU AVEC UNE VOLONTÉ DE RENFORCER LE POUVOIR RÉGIONAL DANS UN CADRE FÉDÉRAL
	5		Face à Paris ou à Bruxelles, les Régions apparaissent plus que jamais comme l'échelon d'avenir de la prise décision politique
	7		Le modèle fédéral est aujourd'hui largement plébiscité avec un soutien au principe de fédéralisme deux fois plus fort qu'il y a vingt ans
	9		L'idée reçue selon laquelle la France serait allée trop loin en matière de décentralisation est de moins en moins partagée
	11		Le rejet du centralisme politique s'inscrit dans un contexte où la défiance institutionnelle à l'égard de l'échelon nationale est globalement très forte
	13		Et cette plus grande crédibilité des Régions par rapport à l'Etat est manifeste dans tous les domaines, y compris la santé ou l'économie
16 - B - LE CONSENSUS AUTOUR D'UN RENFORCEMENT DES MOYENS ET DES COMPÉTENCES DES RÉGIONS DANS UN CONTEXTE OÙ ELLES A VECTEUR DE STABILITÉ PAR RAPPORT À UN ETAT DISCRÉDITÉ		LE CONSENSUS AUTOUR D'UN RENFORCEMENT DES MOYENS ET DES COMPÉTENCES DES RÉGIONS DANS UN CONTEXTE OÙ ELLES APPARAISSENT COMME UI VECTEUR DE STABILITÉ PAR RAPPORT À UN ETAT DISCRÉDITÉ	
	17		L'évolution institutionnelle des régions passe avant tout par un renforcement et une clarification des compétences des Conseils régionaux
	20		Le renforcement des compétences des régions fait l'unanimité dans la plupart de ses domaines de compétences actuels
	23		Dans le contexte d'instabilité politique nationale, les conseils régionaux s'imposent comme des vecteurs de stabilité à la fois sur le plan institutionnelle et économique
	25		L'insuffisance des moyens humains ou financiers accordés aux régions est identifiée par une majorité de Français
	27		Le renforcement des moyens passe par un soutien à une plus forte participation des régions à la gestion des fonds européens
29		- C -	UNE MOBILISATION DES RESSOURCES À LA HAUTEUR DES ATTENTES À L'ÉGARD DES COLLECTIVITÉS NÉES DE LA RÉFORME DE 2015
	30		Un jugement mitigé sur les effets positifs de la réforme des régions de 2015
	35		Des attentes fortes à l'égard des Conseils régionaux en matière de santé et de sécurité





METHODOLOGIE



L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **1000 personnes**, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus



La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 9 au 10 octobre 2025.







Face à Paris ou à Bruxelles, les Régions apparaissent plus que jamais comme l'échelon d'avenir de la prise décision politique

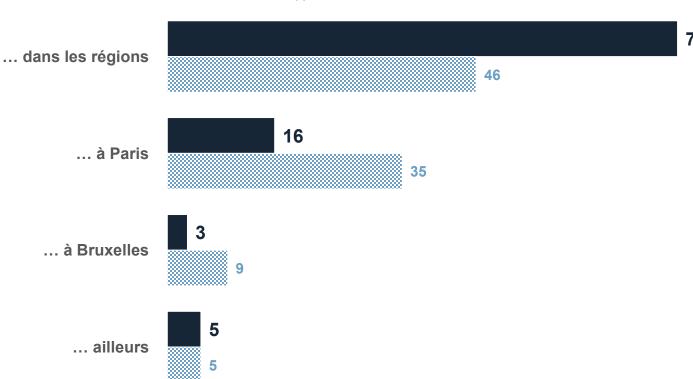
Q : Souhaitez-vous qu'à l'avenir, les pouvoirs de décisions se situent...?

Base : ensemble des Français



■ Ensemble des Français - 9-10 octobre 2025

Rappel CSA - Juin 2002



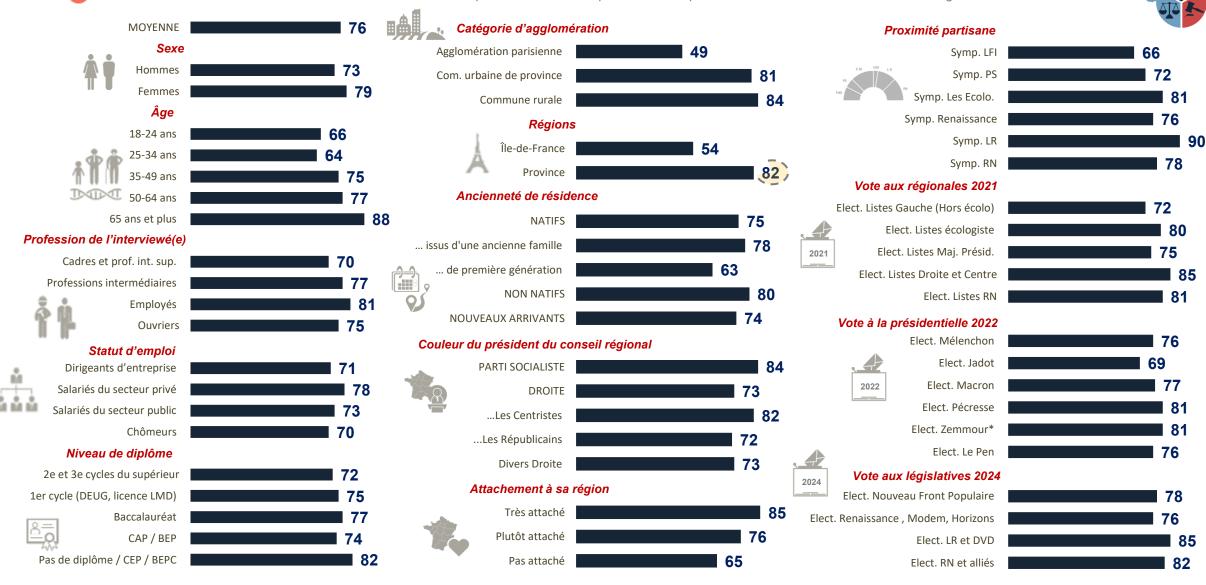




^{*} Etude CSA pour France 3 et France Info, réalisée par téléphone du 19 au 20 juin 2002, auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

ys sur le profil des Français souhaitant qu'à l'avenir les pouvoirs de décisions se situent dans les régions

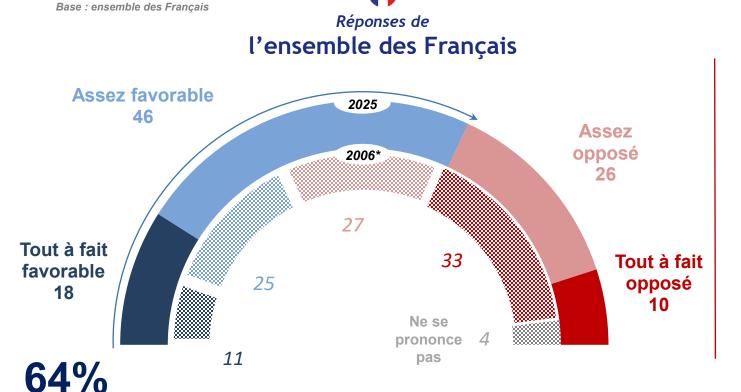
Note de lecture : 91 % des habitants de province souhaitent qu'à l'avenir les pouvoirs de décisions se situent dans les régions



Le modèle fédéral est aujourd'hui largement plébiscité avec un soutien au principe de fédéralisme deux fois plus fort qu'il y a vingt ans

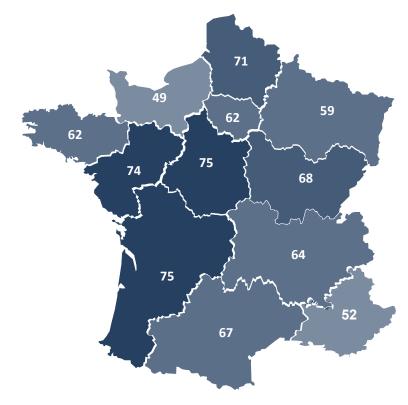


Q : Seriez-vous tout à fait favorable, assez favorable, assez opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à ce que le système politique Réponses selon la français évolue vers un fédéralisme régional où phaque région pourrait créer ses propres lois dans certains domaines ? Région administrative



des Français seraient favorables à ce que le système politique français évolue vers un fédéralisme régional, contre 36% en 2006

Proportion d'habitants favorables à ce que le système politique français évolue vers un fédéralisme régional





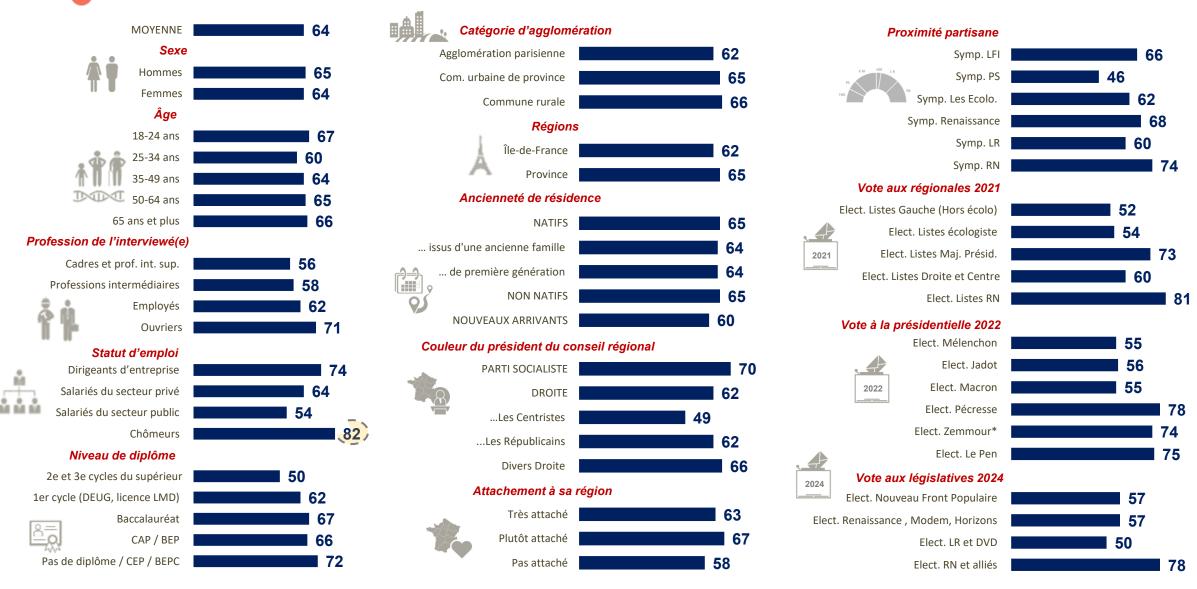


^{*} Etude Ipsos pour la Gazette des Maires, réalisée par téléphone du 14 au 15 décembre 2006, auprès d'un échantillon de 966 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



sur le profil des Français favorables à ce que le système politique français évolue vers un fédéralisme régional

Note de lecture : 82 % des ouvriers sont favorables à ce que le système politique français évolue vers un fédéralisme régional



L'idée reçue selon laquelle la France serait allée trop loin en matière de décentralisation est de moins en moins partagée

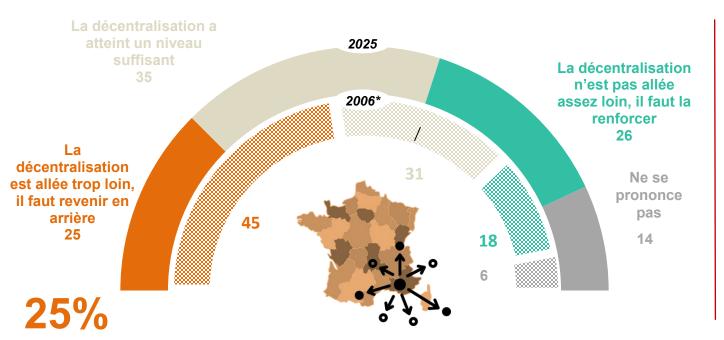
Q: De laquelle de ces trois opinions vous sentez-vous le plus proche?

Base : ensemble des Français



Réponses de

l'ensemble des Français

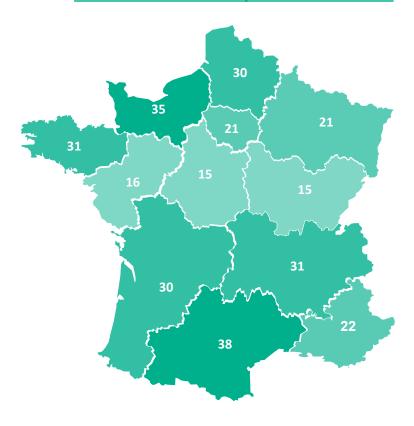


des Français estiment que la décentralisation est allée trop loin, soit 20 points de moins qu'en 2006 (45%)



Réponses selon la Région administrative

Proportion d'habitants estimant que la décentralisation n'est pas allée assez loin

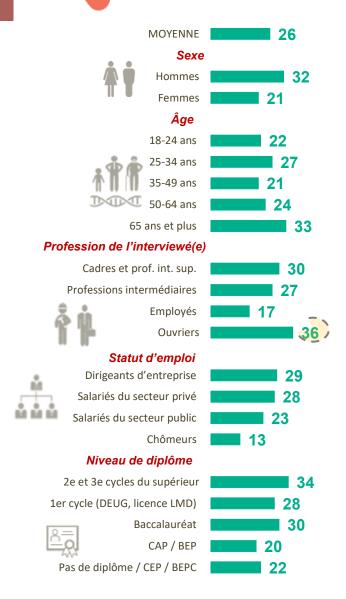


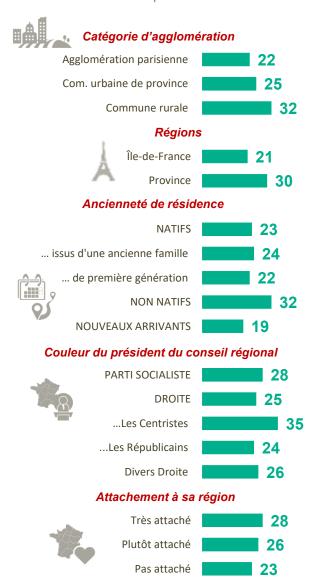


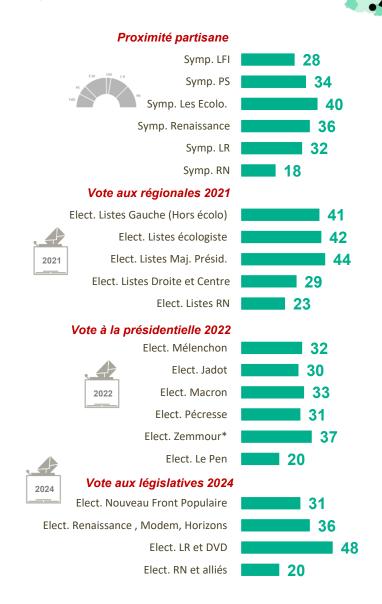


otus sur le profil des Français estimant que la décentralisation n'est pas allée assez loin

Note de lecture : 36 % des ouvriers estiment que la décentralisation n'est pas allée assez loin, il faut la renforcer





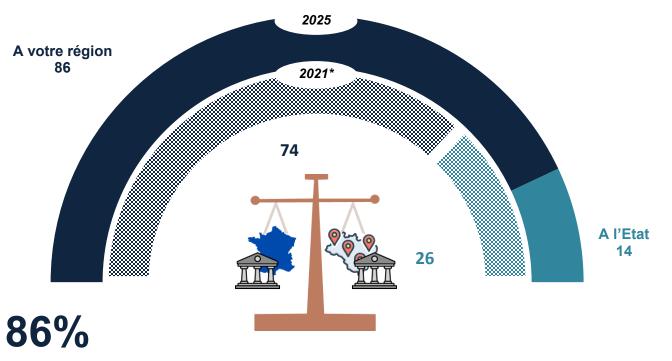


Le rejet du centralisme politique s'inscrit dans un contexte où la défiance institutionnelle à l'égard de l'échelon nationale est globalement très forte

Q : Aujourd'hui, de manière générale, diriez-vous que vous faites davantage confiance... ?

Base : ensemble des Français





des Français font davantage confiance à leur région, contre 74% en 2021*



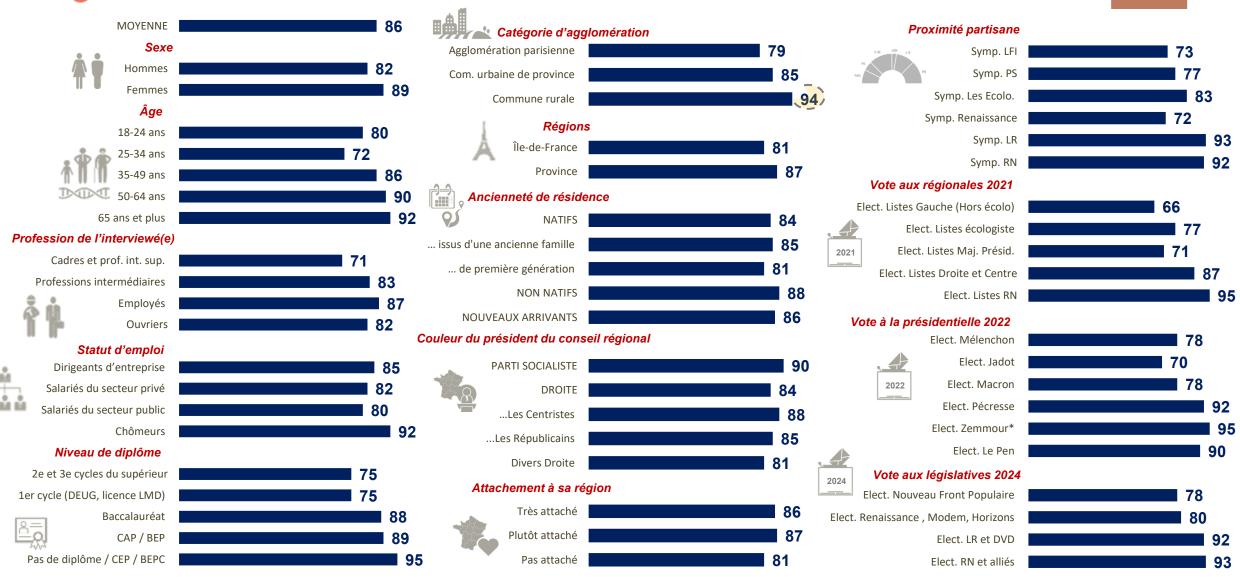


^{*} Etude Ifop pour Association Régions de France, réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 10 au 20 septembre 2021, auprès d'un échantillon de 3 011 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

US sur le profil des Français ayant plus confiance dans leur région que dans l'État



Note de lecture : 94 % des habitants des communes rurales ont plus confiance dans leur région que dans l'État



Et cette plus grande crédibilité des Régions par rapport à l'Etat est manifeste dans tous les domaines, y compris la santé ou l'économie

Réponses de l'ensemble des Français



Q : Diriez-vous que vous faites davantage confiance à l'Etat ou à votre région pour améliorer la situation afin de... ?

Base : ensemble des Français

	A votre région	A l'Etat
Faciliter les déplacements sur le territoire	79	21
Accompagner les projets de développement des entreprises	79	21
Préserver l'environnement	74	26
Permettre aux chômeurs de retrouver un emploi	71	29
Mener des politiques d'investissement en faveur d'une croissance durable	70	30
Assurer un accès aux soins équitable sur le territoire	66	34



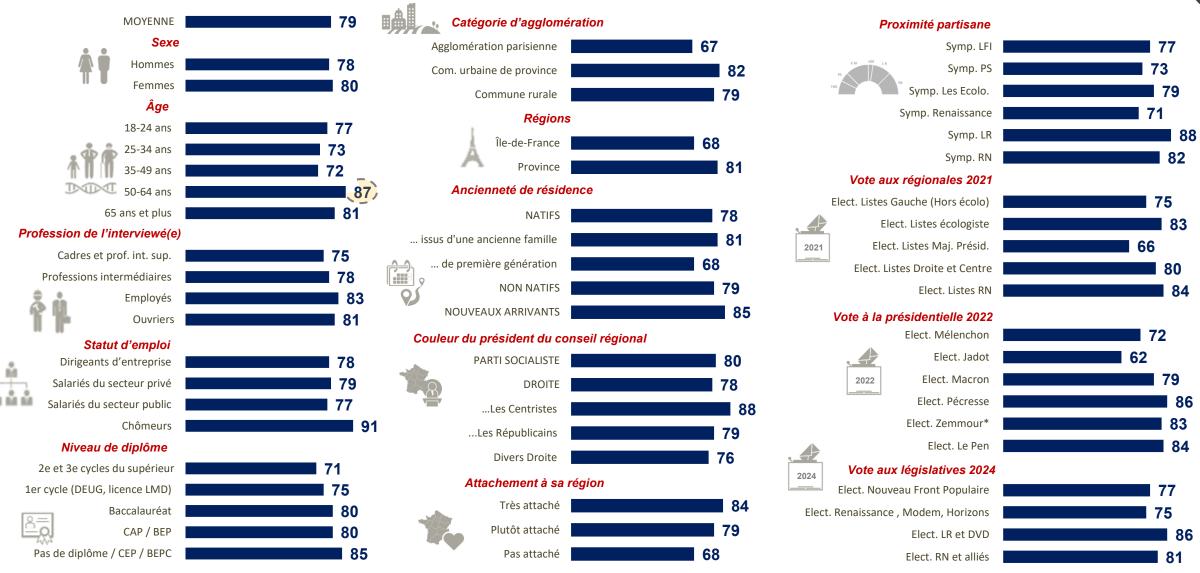




sur le profil des Français faisant davantage confiance à leur région pour accompagner les projets de développement des entreprises



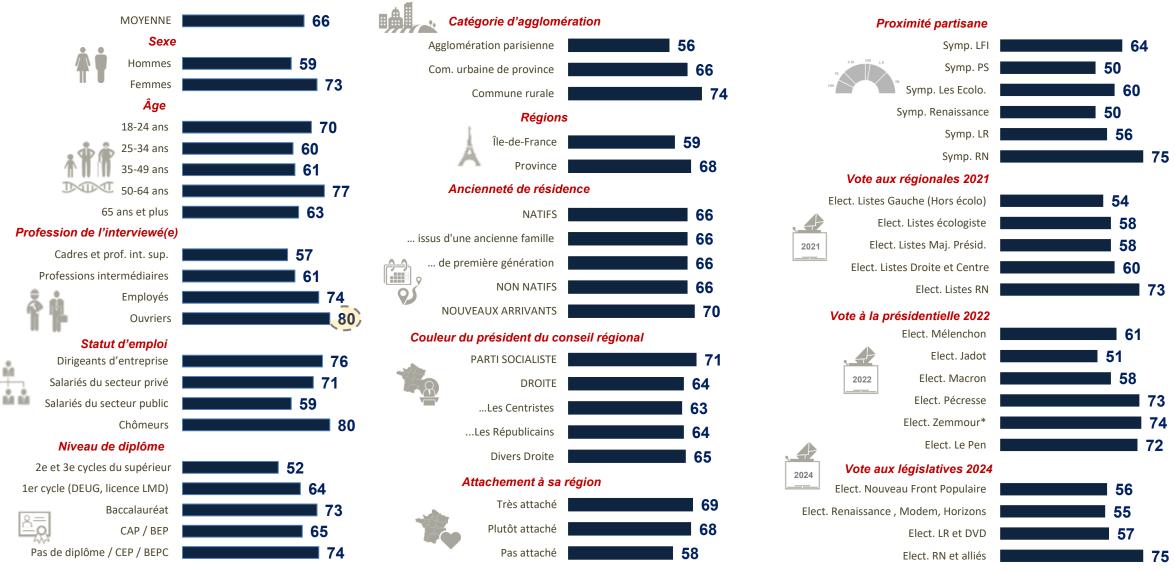
Note de lecture : 87 % des Français entre 50 et 64 ans font davantage confiance à leur région pour accompagner les projets de développement des entreprises



us sur le profil des Français faisant davantage confiance à leur région pour assurer un accès aux soins équitable sur le territoire



Note de lecture : 80 % ouvriers font davantage confiance à leur région pour assurer un accès aux soins équitable sur le territoire





L'évolution institutionnelle des régions passe avant tout par un renforcement et une clarification des compétences des Conseils régionaux

Q : Seriez-vous tout à fait favorable, assez favorable, assez opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à...?

Base : ensemble des Français





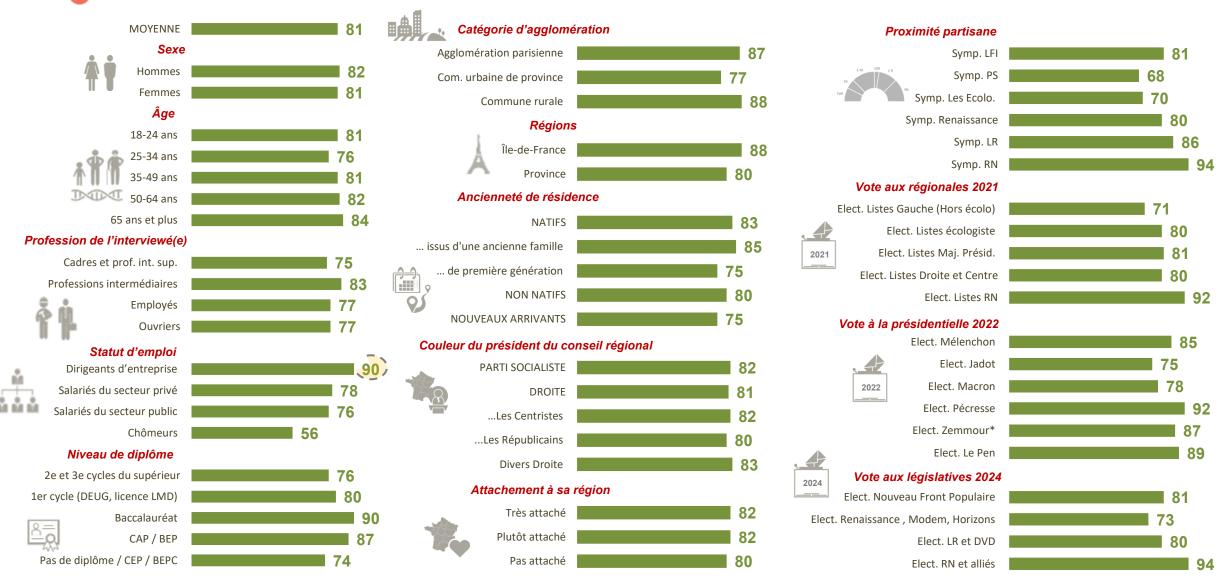






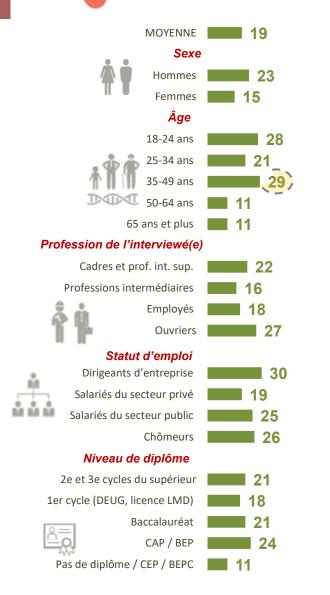
sur le profil des Français favorables à la reconnaissance des compétences des régions dans la Constitution

Note de lecture : 90 % des dirigeants d'entreprise sont favorables à la reconnaissance des compétences des régions dans la Constitution



US sur le profil des Français favorables à la suppression des régions

Note de lecture : 29 % des Français entre 35 et 49 ans sont favorables à la suppression des régions







Le renforcement des compétences des régions fait l'unanimité dans la plupart de ses domaines de compétences actuels

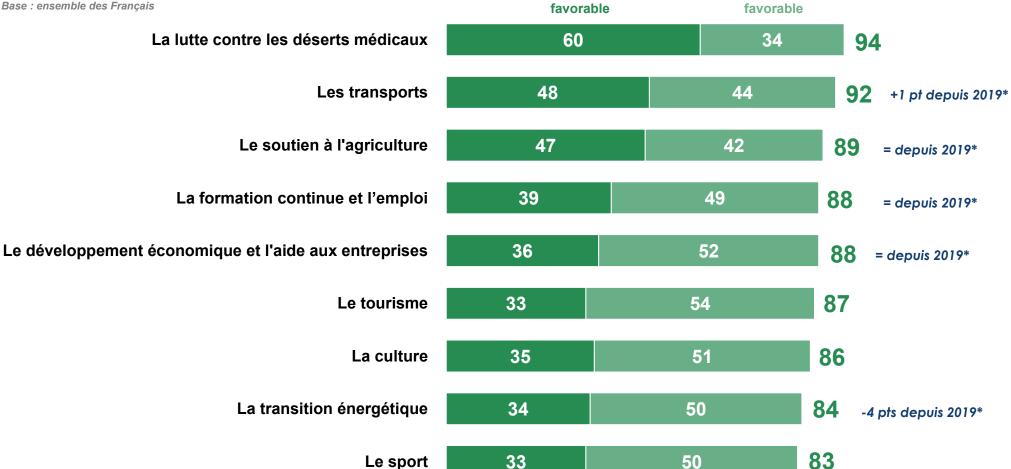
Réponses de l'ensemble des Français

Plutôt

Q : Seriez-vous favorable ou opposé(e) au fait d'augmenter les

compétences des régions dans chacun des domaines suivants ?

Base : ensemble des Français



Tout à fait

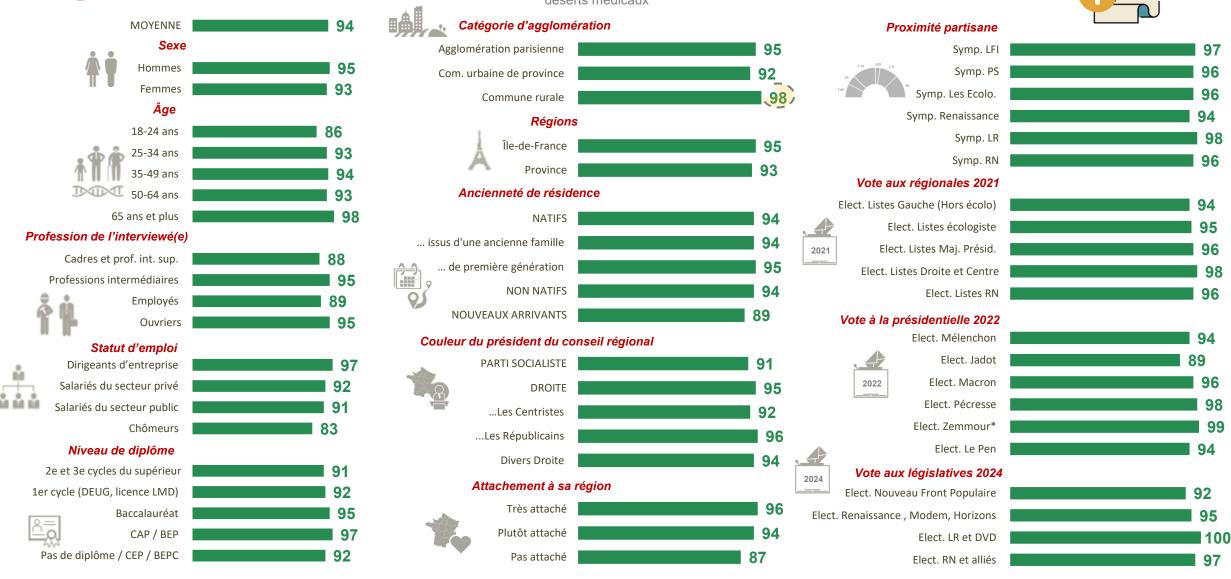




FOGUS

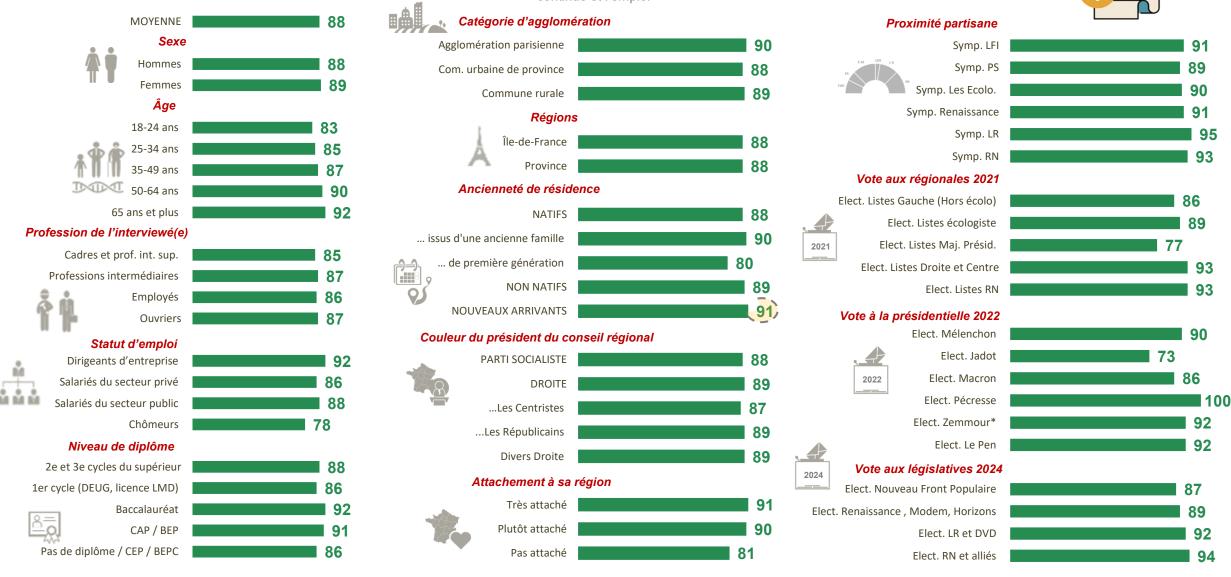
sur le profil des Français favorables à la lutte contre les déserts médicaux

Note de lecture : 98 % des habitants des commune rurale sont favorables au renforcement des compétences des régions dans la lutte contre les déserts médicaux



sur le profil des Français favorables à la formation continue et l'emploi

Note de lecture : 91 % des nouveaux arrivants dans leur région de résidence sont favorables au renforcement des compétences des régions dans la formation continue et l'emploi



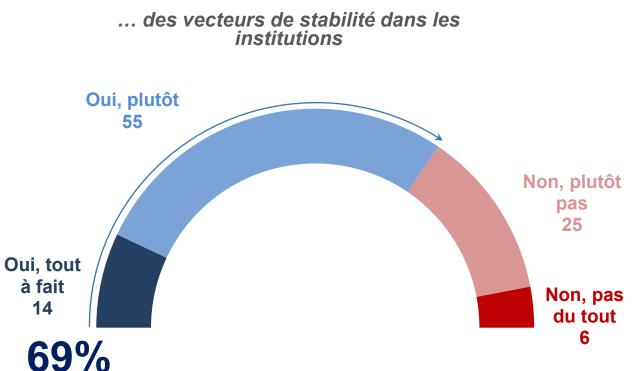
Dans le contexte d'instabilité politique nationale, les conseils régionaux s'imposent comme des vecteurs de stabilité à la fois sur le plan institutionnelle et économique



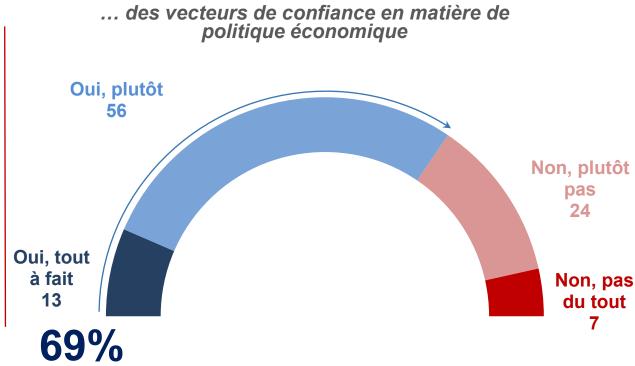
Q : A vos yeux, dans la situation d'instabilité nationale actuelle, les Conseils régionaux sont-ils... ?

Base : ensemble des Français

Réponses de l'ensemble des Français







des Français estiment que les conseils régionaux sont <u>des</u> <u>vecteurs de confiance en matière de politique économique</u>



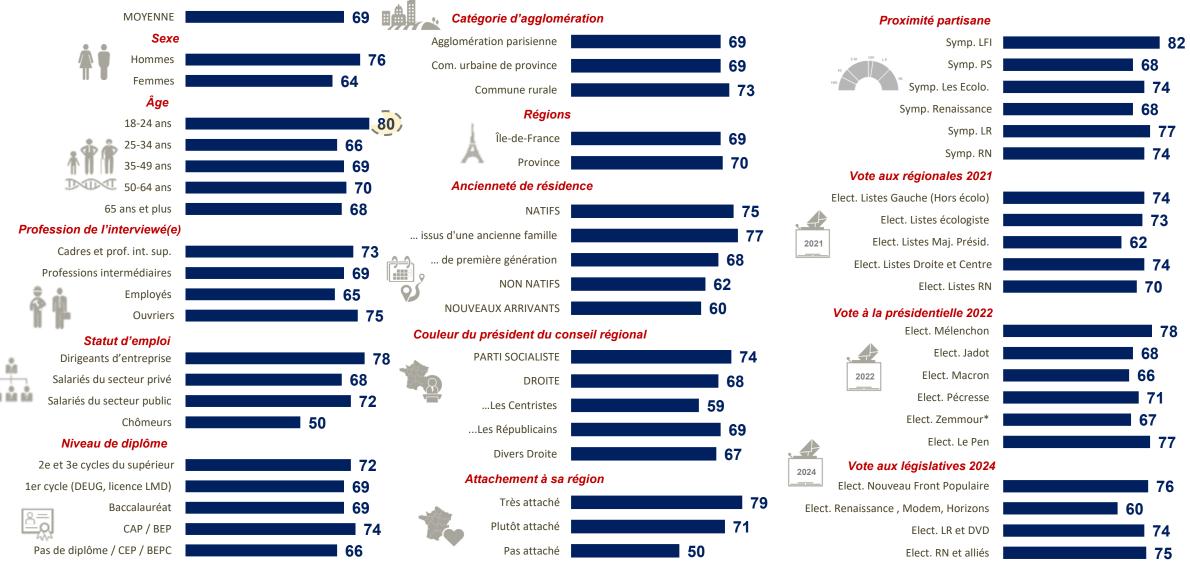




sur le profil des Français estimant que les conseils régionaux sont des vecteurs de stabilité dans les institutions



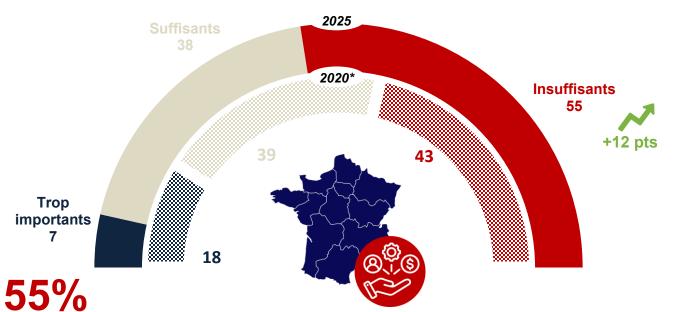
Note de lecture : 80 % des Français de moins de 25 ans estiment que les conseils régionaux sont des vecteurs de stabilité dans les institutions



L'insuffisance des moyens humains ou financiers accordés aux régions est identifiée par une majorité de Français

Q : Pour exercer leurs compétences, les collectivités territoriales disposent selon vous de moyens humains et financiers...?

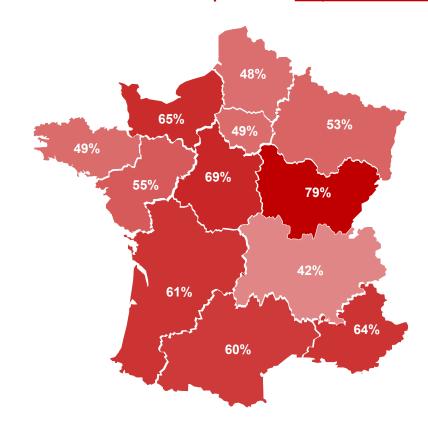
Réponses de l'ensemble des Français



des Français estiment que les collectivités territoriales disposent de moyens insuffisants contre 43% en 2020



Proportion d'habitants estimant que les collectivités collectivités territoriales disposent de moyens insuffisants







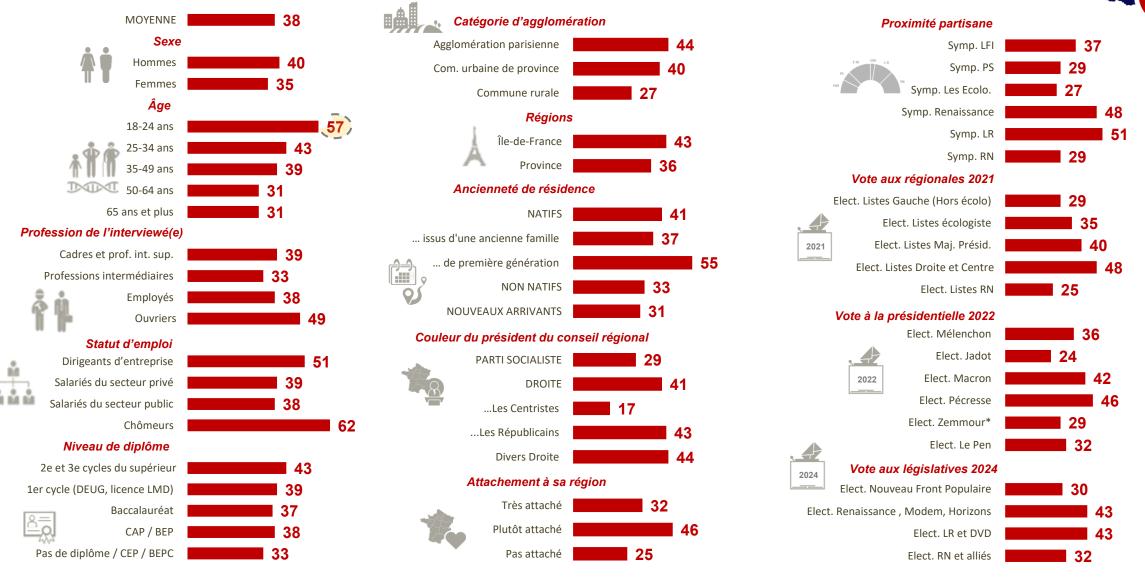
Base : ensemble des Français



sur le profil des Français estimant que les collectivités territoriales disposent de moyens insuffisants



Note de lecture : 57 % des moins de 25 ans estiment que les moyens dont disposent les collectivités territoriales sont insuffisants



Le renforcement des moyens passe par un soutien à une plus forte participation des régions à la gestion des fonds européens

Q : La gestion des fonds européens relève d'une compétence partagée entre l'État et les conseils régionaux. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou pas favorable à un renforcement du rôle des conseils régionaux dans la gestion des fonds européens ?

Base : ensemble des Français Réponses de l'ensemble des Français Plutôt favorable 60 Plutôt pas favorable 14 Tout à fait favorable Pas du tout 20 favorable

80%

des Français seraient favorables à un renforcement du rôle des conseils régionaux dans la gestion des fonds européens



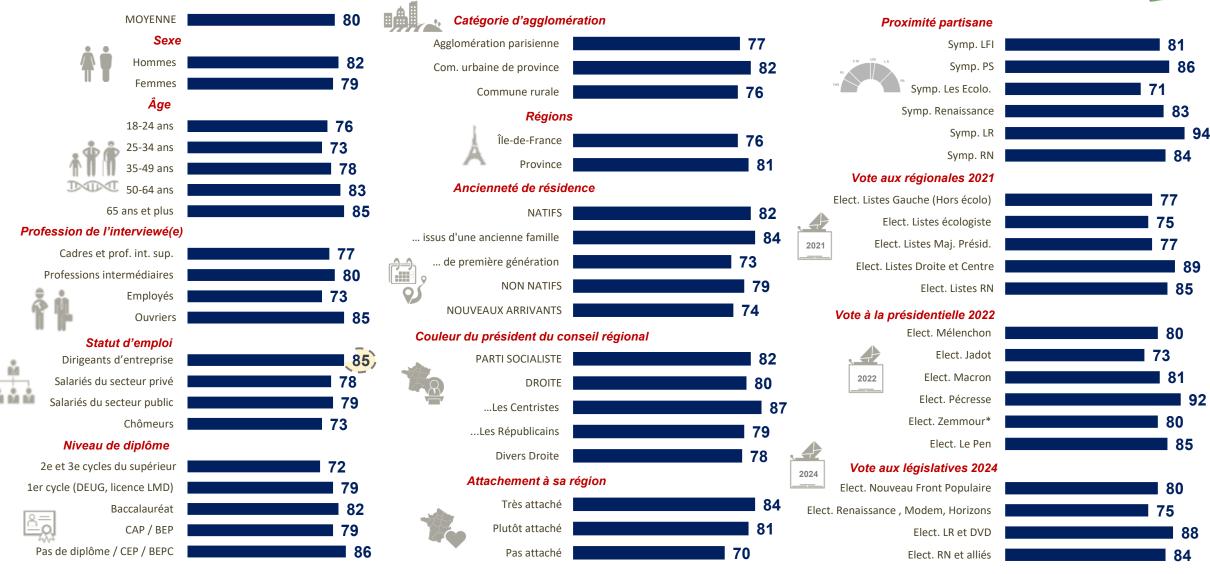




sur le profil des Français favorables à un renforcement du rôle des conseils régionaux dans la gestion des fonds européens



Note de lecture : 85 % des dirigeants d'entreprise se disent favorables à un renforcement du rôle des conseils régionaux dans la gestion des fonds européens





Un jugement mitigé sur les effets positifs de la réforme des régions de 2015

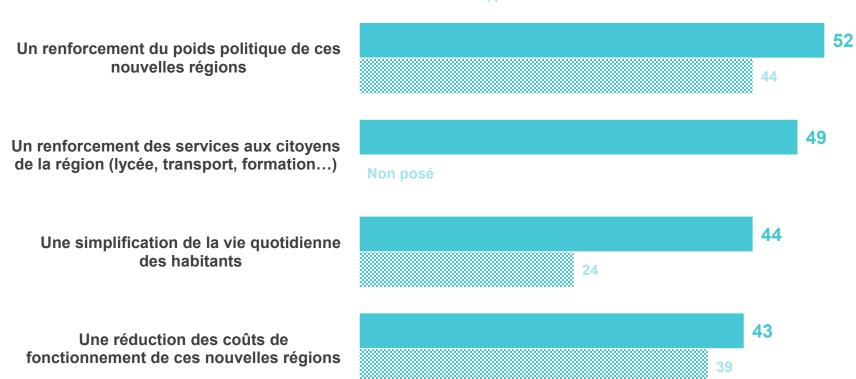
Q : D'après vous, la réforme territoriale marquée par le passage de 22 à 13 régions métropolitaines à partir du 1er janvier 2016 s'est-elle traduite par...?

Base : ensemble des Français





& Rappel IFOP - Juillet 2015*







^{*} Etude Ifop pour le Journal du Dimanche, réalisée par téléphone du 24 au 25 juillet 2015, auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. En 2015, la question était formulée de la manière suivante : « D'après vous, la réforme territoriale marquée par le passage de 22 à 13 régions métropolitaines à partir du 1er janvier 2016 va-t-elle se traduire par... ? ».

Un jugement mitigé sur les effets positifs de la réforme des régions de 2015

Q : D'après vous, la réforme territoriale marquée par le passage de 22 à 13 régions métropolitaines à partir du 1er janvier 2016 s'est-elle traduite par...?

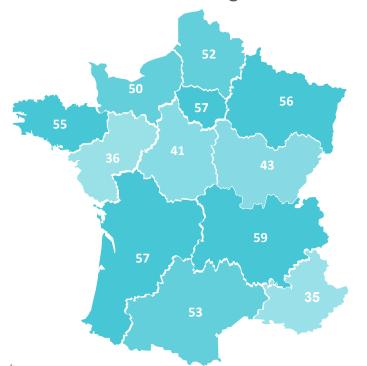


Réponses selon la

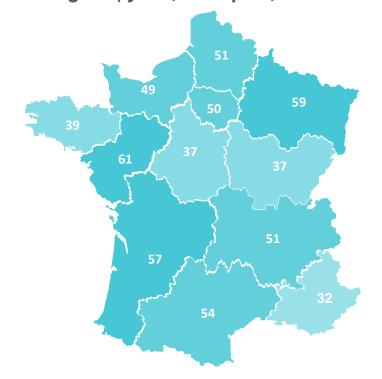
Région administrative

Proportion de personnes considérant que la réforme territoriale de 2015 s'est traduite par...





Un renforcement des services aux citoyens de la région (lycée, transport, formation...)







Un jugement mitigé sur les effets positifs de la réforme des régions de 2015

Q : D'après vous, la réforme territoriale marquée par le passage de 22 à 13 régions métropolitaines à partir du 1er janvier 2016 s'est-elle traduite par...?

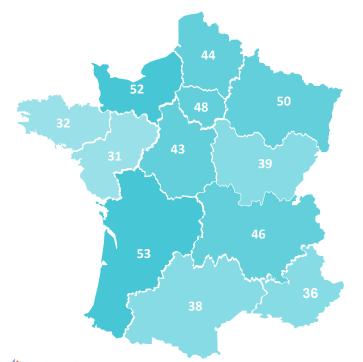




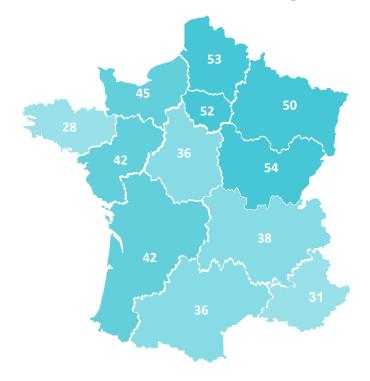
Région administrative

Proportion de personnes considérant que la réforme territoriale de 2015 s'est traduite par...





Une réduction des coûts de fonctionnement de ces nouvelles régions





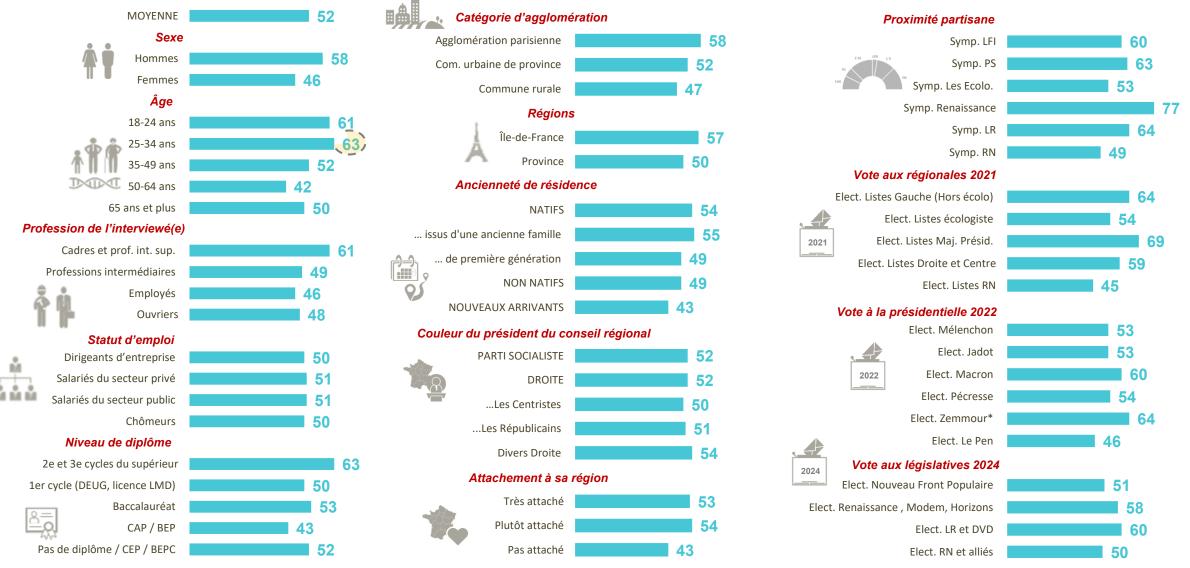




sur le profil des Français considérant que la réforme territoriale de 2015 s'est traduite par un renforcement du poids politique de ces nouvelles régions



Note de lecture : 63 % des Français entre 25 et 34 ans considèrent que la réforme s'est traduite par un renforcement du poids politique de ces nouvelles régions

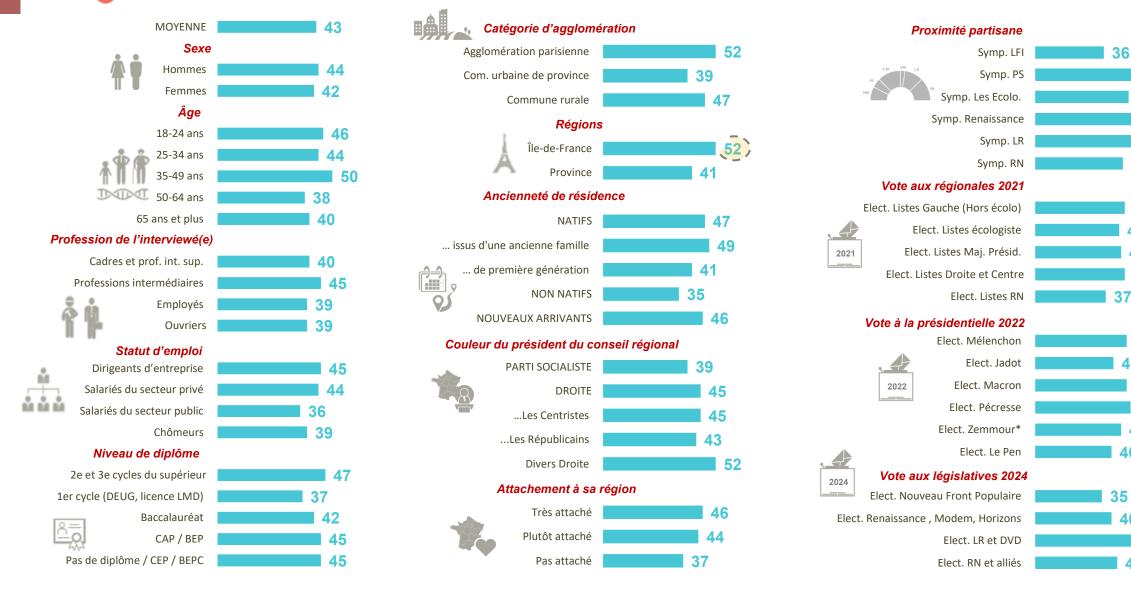




sur le profil des Français considérant que la réforme territoriale de 2015 s'est traduite par une réduction des coûts de fonctionnement de ces nouvelles régions



Note de lecture : 69 % des habitants d'Ile-de-France considèrent que la réforme s'est traduite par une réduction des coûts de fonctionnement de ces nouvelles régions



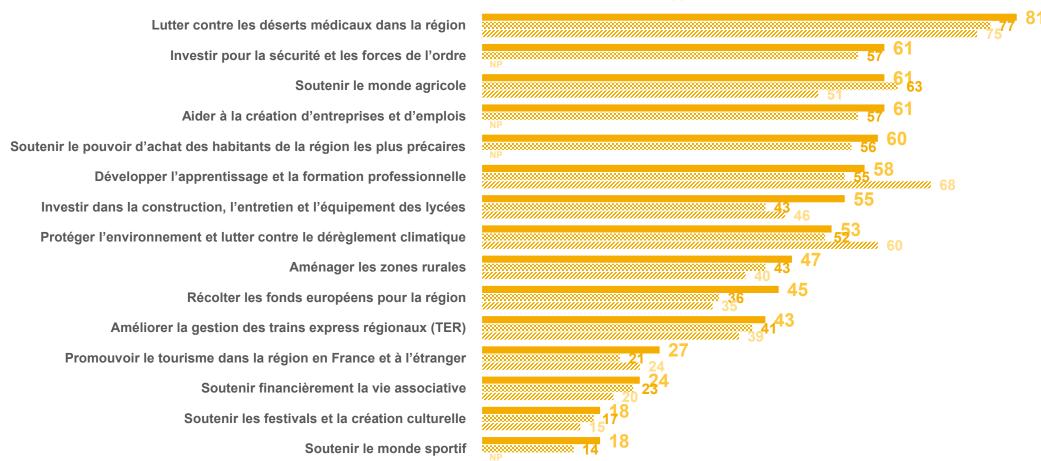
Des attentes fortes à l'égard des Conseils régionaux en matière de santé et de sécurité

Q : Pour chacun des domaines suivants pris en charge par la Région, pouvez-vous me dire s'il devrait être pour votre région prioritaire. important mais pas prioritaire ou secondaire?

Base : ensemble des Français



- Ensemble des Français 9-10 octobre 2025
- * Rappel IFOP Novembre 2024*
- Rappel IFOP Juillet 2017**







Etude Ifop réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 27 au 28 novembre 2024 auprès d'un échantillon de 1001 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Des attentes fortes à l'égard des Conseils régionaux en matière de santé et de sécurité

Q : Pour chacun des domaines suivants pris en charge par la Région, pouvez-vous me dire s'il devrait être pour votre région prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?



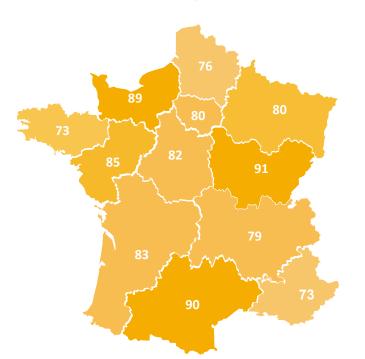
Réponses selon la

Région administrative

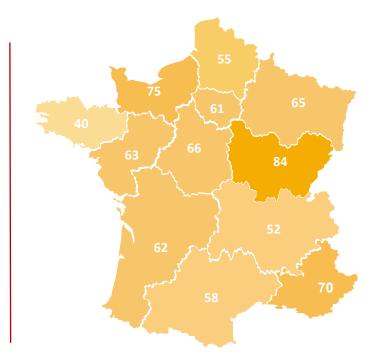
- Proportion de personnes jugeant ces aspects prioritaires -



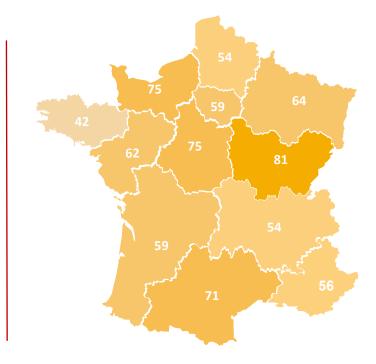
Lutter contre les déserts médicaux dans la région



Investir pour la sécurité et les forces de l'ordre



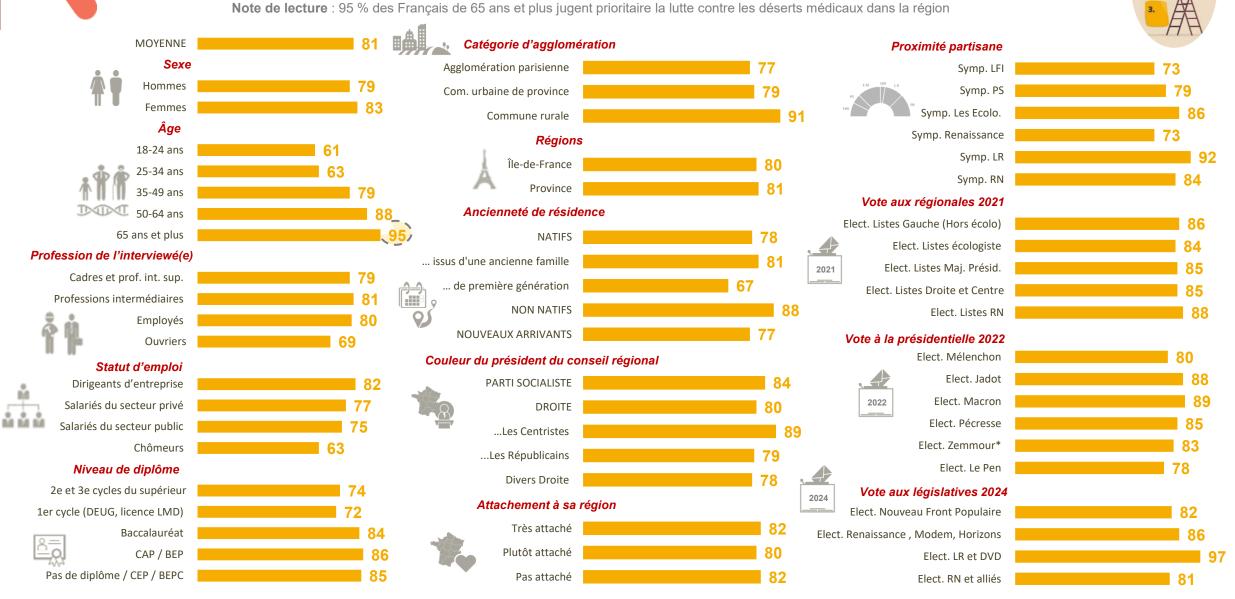
Soutenir le monde agricole







sur le profil des Français jugeant prioritaire la lutte contre les déserts médicaux dans la région





LE SOUTIEN À UNE PLUS FORTE ASSOCIATION DES RÉGIONS AUX DÉCISIONS CONCERNANT LEUR TERRITOIRE

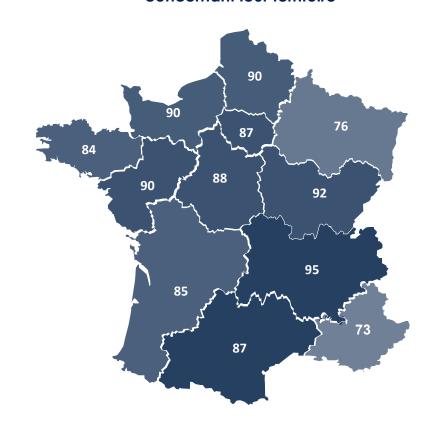
Q : Seriez-vous tout à fait favorable, assez favorable, assez opposé(e) ou tout à fait opposé(e) à ce que les régions soient davantage associées par l'Etat aux décisions importantes concernant leur territoire ?

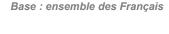


Réponses selon la

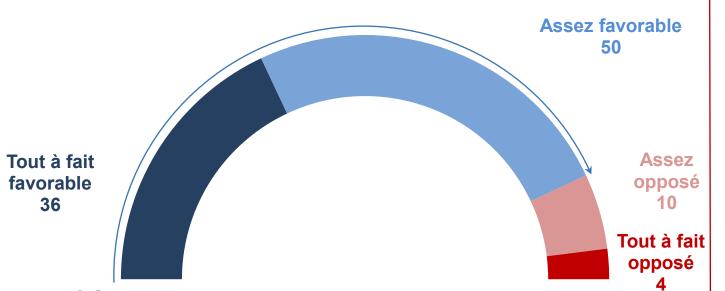
Région administrative

Proportion d'habitants favorables à ce que les régions soient davantage associées par l'Etat aux décisions importantes concernant leur territoire









86%

des Français seraient favorables à ce que les régions soient davantage associées par l'Etat aux décisions concernant leur territoire

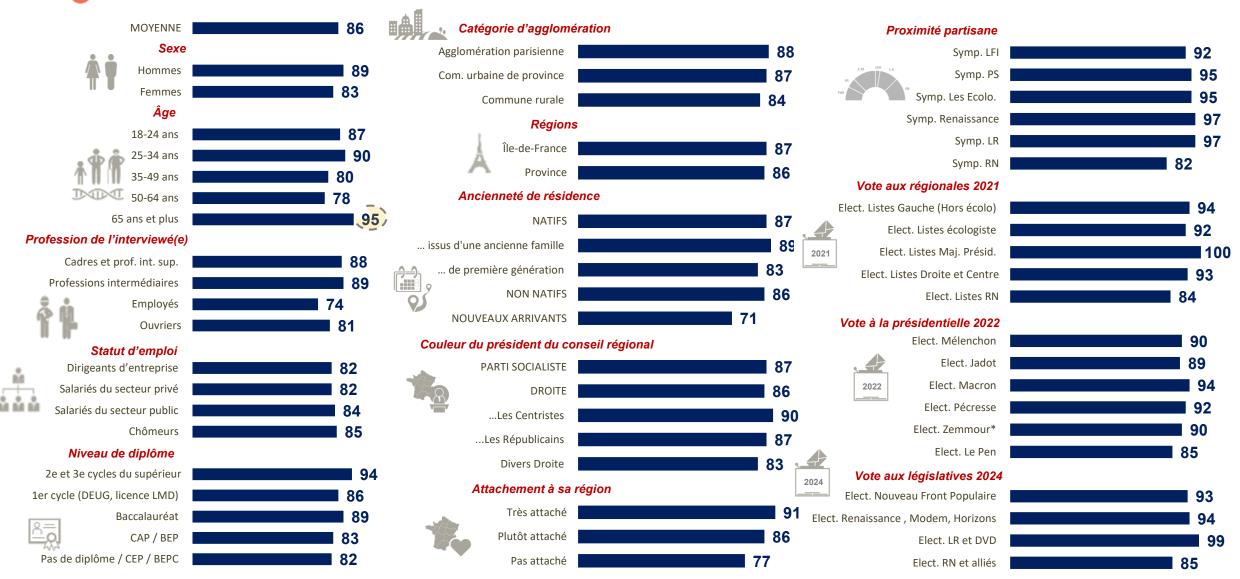






sur le profil des Français favorables à ce que les régions soient davantage associées par l'Etat aux décisions importantes concernant leur territoire

Note de lecture : 95 % des Français de 65 et plus sont favorables à ce que les régions soient davantage associées par l'Etat aux décisions importantes concernant leur territoire



LA RÉGION, L'AVENIR DE LA DÉCENTRALISATION ?

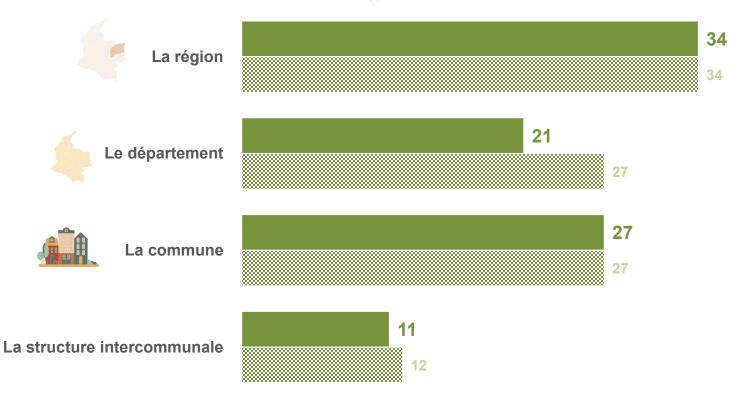
Q : A quelle collectivité locale faites-vous le plus confiance pour faire avancer la décentralisation ?

Base : ensemble des Français



■ Ensemble des Français - 9-10 octobre 2025

Rappel BVA - Mars 2004







A REGION

^{*} Etude BVA pour Acteurs Publics, réalisée par téléphone du 19 au 20 mars 2004, auprès d'un échantillon de 959 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



sur le profil des Français faisant le plus confiance à la région pour faire avancer la décentralisation



Note de lecture : 41 % des dirigeants d'entreprise font le plus confiance à la région pour faire avancer la décentralisation

